

## **Rapport global de la Revue de Haut Niveau à Mi-Parcours sur la Mise en Œuvre du Programme d'Action d'Istanbul en faveur des Pays les Moins Avancés pour la Décennie 2011-2020**

ANNEXE IV : Tables-Rondes Thématiques (para. 14)

### **Table Ronde 1: Capacité de Production, Agriculture, Sécurité alimentaire et Développement Rural**

La table ronde a été co-présidée par S.E. M. Khandker Mosharraf Hossain, Ministre des Gouvernements Locaux, du Développement Rural et des Coopératives du Bangladesh ; et par S.E. M. Ardalan Shekarabi, Ministre de l'Administration Publique de la Suède. M. Neven Mimica, Commissaire à la Coopération Internationale et du Développement de l'Union Européenne était l'orateur principal de cette réunion. Se sont joints à la discussion en tant que panélistes, Son Altesse Royale Princesse Djigma Abze, Présidente Directrice Générale de ABZESOLAR ; le Dr. Shamshad Akhtar, Secrétaire Exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) ; et Mme Helen Hai, Présidente et Directrice Général de l'initiative « Made in Africa. » M. Gilbert Houngbo, Directeur Général adjoint pour les opérations sur le terrain et des partenariats de l'Organisation International du Travail (OIT), était le modérateur de cette table ronde.

La discussion a porté sur l'Agenda 2030, le Programme d'Action d'Addis-Abeba, le cadre de Sendai, et l'Accord de Paris, qui constituent un modèle complet avec une approche globale pour atteindre les objectifs du développement durable. La mise en œuvre de ces plateformes doit être faite tout en tenant compte des synergies et de leur cohérence avec le Programme d'Action d'Istanbul (PAI). Les gains potentiels de la mise en œuvre de ces programmes sont élevés, et les risques de non-exécution pourraient être sérieux pour les PMA. Des partenariats multipartites revitalisés et efficaces sont nécessaires pour garantir l'inclusion des PMA.

La discussion a mis en exergue le caractère essentiel du renforcement des capacités de production pour la transformation structurelle et économique des Pays les Moins Avancés (PMA) et l'importance fondamentale de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et du développement rural pour ces pays.

Les délégations ont aussi souligné les progrès accomplis dans la phase de mise en œuvre du PAI. Cependant ces progrès n'ont pas été égaux dans les huit domaines prioritaires du PAI et entre tous les PMA. Ceux-ci continuent à faire face à des défis dans leurs efforts de développement. Des politiques cohérentes et des approches institutionnelles par la communauté internationale permettront aux PMA de transformer ces défis en opportunités.

L'agriculture continue d'être le principal moyen de subsistance et la principale source d'emploi des PMA. Une majorité de la population vivant dans la pauvreté dépend de l'agriculture et des ressources naturelles pour sa subsistance et sa sécurité alimentaire, ce qui la rend très vulnérable aux catastrophes liées au changement climatique. Le changement climatique demeure une sérieuse menace pour la productivité des PMA, tout comme pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural.

Des investissements dans le secteur agricole, ayant pour but de faire accélérer la productivité, l'accès au financement et le soutien pour le développement des technologies de pointe et des variétés à haut rendement (VHR) – tirant parti des récents progrès dans les TICs, les biotechnologies et l'ingénierie génétique, notamment – sont nécessaires pour l'autonomisation et le développement durable. Les partenaires au développement ont renouvelé leur soutien aux PMA et réitéré leur volonté de doubler l'aide aux fonds climatiques dédiée à ces pays, tout en recommandant une approche de l'agriculture intégrée et soucieuse du climat, ainsi que l'utilisation des agro-technologies afin de s'orienter vers un système alimentaire plus productif et durable. Les discussions ont aussi mis en évidence le rôle de la femme dans la productivité du secteur agricole, la propriété foncière et l'égalité des genres. Les participants ont notamment mentionné que l'investissement dans l'égalité des genres profiterait à tous les membres de la société. Ils ont aussi plaidé pour la suppression des barrières sociales et juridiques existantes dans le but d'assurer l'égalité d'accès à des emplois décents et productifs.

En raison de la baisse de productivité et, dans certains cas, de la désindustrialisation prématurée, la croissance économique des PMA s'est avérée inférieure à leur potentiel réel. La performance économique de certains pays a eu un impact limité sur l'éradication de la pauvreté en raison d'une productivité stagnante, accompagnée d'une faible hausse du niveau de

l'emploi, ainsi que d'une augmentation de leur vulnérabilité face aux chocs exogènes. Les participants ont souligné la nécessité de la diversification des produits, de la valeur ajoutée et de la conservation des valeurs, ainsi que de la participation effective des PMA dans les chaînes de valeurs régionales et mondiales, essentielle pour le renforcement des capacités productives et pour les transformations structurelles.

La discussion a mis en évidence l'importance de la protection sociale pour l'inclusion sociale et l'éradication de la pauvreté. Des politiques efficaces de protection sociale seraient des investissements-clés pour le développement social et humain car elles contribueraient à la croissance et à des emplois productifs et décents. La majorité des PMA n'a que peu, voir aucun programme visant la couverture sociale du plus grand nombre. De solides planchers de protection sociale pourraient servir de base pour améliorer la productivité de la population.

La discussion interactive s'est ensuite concentrée sur le rôle que la science, la technologie et l'innovation jouent pour éradiquer la pauvreté, éliminer les contraintes, déclencher une transformation structurelle et favoriser le développement durable. Les participants ont salué la mise en place rapide de la Banque de Technologies pour les PMA.

Les délégués ont aussi échangé sur le rôle catalytique que l'Aide au Développement devrait jouer pour attirer les investissements étrangers directs et pour permettre la mobilisation domestique des ressources. L'investissement dans les infrastructures physiques et immatérielles est essentiel. La mobilisation des investissements privés et la création d'un environnement favorable pour le secteur privé, à travers une transformation structurelle et réglementaire, garantiront une croissance inclusive à long terme, la création d'emplois de qualité et une plus grande productivité.

## **Table Ronde 2: Commerce et Produits de Base, Diversification Economique et Sortie de la Catégorie des Pays les Moins Avancés**

La table ronde a été présidée par S.E. M. Axel Addy, Ministre du Commerce et de l'Industrie du Libéria ; et S.E. M. Mario Giro, Ministre adjoint des Affaires étrangères de l'Italie. Le Professeur Jeffrey Sachs, Directeur de l'« Earth Institute » de l'Université de Columbia en a été le conférencier principal. M. Joakim Reiter, Secrétaire général adjoint de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) ; et le Dr Raj Pandey Posh, Président Exécutif de *South Asia Watch on Trade Economics and Environment* (SAWTEE), nous ont rejoint en tant que panélistes. Son Excellence M. Ahmed Sareer, Représentant permanent de la République des Maldives auprès de l'ONU ; et Mme Dorothy Tembo, Directrice exécutive adjointe du Centre du Commerce International (CCI), ont été les modérateurs.

La discussion a mis en évidence le fait que les flux d'Investissements Etrangers Directs dans les PMA étaient concentrés dans un certain nombre de pays, et que la baisse des prix des produits de base avait retardé la croissance économique. La diversification, loin des industries extractives et vers l'industrialisation, est donc extrêmement importante et doit être accompagnée d'un système de marchés résilients et capables de résister aux perturbations économiques et aux chocs mondiaux. Ceci nécessiterait de mettre en œuvre des réformes nationales afin de créer un environnement réglementaire favorable avec accès aux marchés internationaux. Ces mesures pourraient permettre aux PMA de sortir très rapidement de cette catégorie.

Les risques de la désindustrialisation prématurée et d'une économie dominée par les secteurs de services ont également été soulignés, puisque les avantages de la diversification incluent son importance pour la croissance économique et pour les transformations structurelles, ainsi que pour le renforcement de la résilience aux chocs macroéconomiques.

Les conditions essentielles pour la diversification économique ayant été mentionnées incluent les infrastructures, la technologie, l'éducation et la compétitivité. Des politiques cohérentes de développement, des investissements publics et des plans financiers pour l'accès universel à

l'électricité, sont des conditions *sine qua non* pour le développement et l'industrialisation. Le transport est également crucial, car les PMA sont dans l'impossibilité de vendre leurs produits sans accès aux infrastructures routières, ferroviaires et portuaires pour les acheminer à faibles coûts vers les marchés. Enfin, la connectivité à large bande passante sera essentielle pour la compétitivité au cours des 15 prochaines années, puisque la gestion et la logistique de la chaîne de valeur dépendent d'une connectivité instantanée fiable, tout comme la bonne gouvernance, la santé et l'éducation. Une technologie de l'information et un cadre de communication sont essentiels, et le secteur privé finance souvent les infrastructures nécessaires pour le haut débit. Ceci pourrait aider à développer le cyber commerce, le e-gouvernement et d'autres services, tels que les transferts et remises électroniques à faibles coûts.

Il a été souligné que la récente chute des prix de l'énergie pourrait constituer une opportunité pour développer les énergies renouvelables. Il est donc crucial d'accélérer l'opérationnalisation de la Banque de la Technologies pour les PMA. Le renforcement de la capacité de production peut conduire à la diversification des produits et à l'augmentation des exports. Un investissement massif et collectif est donc nécessaire dans le secteur des infrastructures, de l'énergie, des IST et du développement du secteur privé. Des règles d'origine simples, claires et prévisibles pour l'accès préférentiel aux marchés sont importantes pour la participation des PMA à des chaînes de valeur régionales et mondiales et les accords régionaux et multilatéraux peuvent contribuer à accroître leur compétitivité et à réduire leur vulnérabilité économique. Les PMA ont également besoin de diversifier leurs marchés au-delà de l'Europe et de l'Amérique du Nord, avec de grandes possibilités dans le commerce Sud-Sud, en particulier avec l'Asie orientale.

L'importance des petites et moyennes entreprises a été soulignée, car elles constituent la majorité des compagnies des PMA et les plus grands pourvoyeurs d'emplois. Il est donc essentiel de les aider à intégrer les chaînes de valeur régionales et mondiales, en éliminant les mesures non tarifaires et en simplifiant des normes qui sont en général très complexes pour les PMA. Les normes non obligatoires sont également de plus en plus en demandées sur les marchés cibles et devraient être considérées.

Plusieurs participants ont souligné que la sortie de la catégorie des PMA devait être considérée comme un moyen et non une fin, puisqu'elle ne garantit pas automatiquement le développement durable. La communauté internationale devrait davantage soutenir les PMA, y compris après leur reclassement, en maintenant leur accès préférentiel tant que leur indice de vulnérabilité économique demeure élevé. Il est essentiel de veiller à ce qu'il n'y ait pas de revirement sur leurs gains durement acquis à la suite d'un retrait des mesures de soutien. Il est nécessaire d'élaborer des stratégies de transition sans heurt, efficaces et fondées sur le leadership et l'appropriation nationale, qui doivent être intégrées dans les plans nationaux de développement. Les parties prenantes devraient être engagées dès le début, et devraient utiliser les critères de définition des Pays les Moins Avancés pour l'allocation de leur aide publique au développement. L'importance du Portail des PMA pour les mesures de soutien et du nouveau guide pour le diagnostic de sortie de cette catégorie, préparé par le Département des Affaires Economiques et Sociales (DAES), a également été reconnue.

Il a été mentionné qu'aucun pays ne pouvait sortir de la catégorie de Petits Etats Insulaires en Développement (PEID), comme peuvent en témoigner les cas du Vanuatu, de Samoa et de Kiribati dont le reclassement a été reporté. Même si les pays répondent aux critères de reclassement, leur vulnérabilité reste un défi majeur. Il a été mentionné que les pays sortant de la catégorie des PMA devaient élaborer des stratégies de transition sans heurt, en collaboration avec leurs partenaires de développement. Enfin, l'importance de veiller à ce que les gains de développement ne soient pas érodés après leur sortie a été mise en exergue.

### **Table Ronde 3 : Développement Humain et Social, et Bonne Gouvernance à Tous les Niveaux**

La table ronde a été co-présidée par S.E Mr. Kwesi Bekoe Amissah-Arthur, Vice-Président du Ghana ; et S.E Raymond Tshibanda, Ministre des Affaires Etrangères de la République Démocratique du Congo. Mr. Gunther Nooke, Représentant Personnel de la Chancellerie allemande pour l’Afrique au Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement, a été l’orateur principal de la discussion. S’y sont joints en tant que panélistes, S.E Dr. Yansané Kerfalla, Ministre confirmé et Conseiller du Président de la République de Guinée sur les relations avec les institutions multilatérales ; Ms. Lakshmi Puri, Directrice Exécutive Adjointe de UN Women ; et Ms. Irene Khan, Directrice Générale de l’Organisation International de Droit du Développement (OIDD). Mr. Ramiz Alakbarov, Directeur de la Division des Programmes au Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) était le modérateur de cette table ronde.

Les discussions ont souligné que des progrès avaient été faits dans le secteur social, avec des améliorations autant dans les domaines de la santé, que de l’éducation. La baisse des taux de mortalité, de même que la baisse de la prévalence de certaines maladies d’origine hydrique, ont été présentées comme exemples démontrant les progrès dans le secteur sanitaire. Les hauts taux de scolarisation, particulièrement dans l’éducation primaire, ont aussi été mentionnés comme exemples concrets. La promulgation de lois nationales criminalisant certaines pratiques spécifiquement contre les filles a également été considérée comme une expression tangible de progrès.

L’amélioration durable dans l’éducation et la santé est particulièrement encourageante. Cependant, l’épidémie d’Ebola a été mentionnée au fil des discussions comme indicative du fait que des obstacles demeuraient et que davantage devait être fait, y compris dans la confrontation et le renforcement des systèmes de santé des PMA. Dans cette optique, le soutien d’un fonds global visant à renforcer les systèmes sanitaires des PMA a été évoqué durant la discussion.

La bonne gouvernance a été réaffirmée comme fondamentale pour assurer qu'une croissance économique inclusive puisse devenir une réalité dans les PMA. Il a été avancé que la bonne gouvernance offrait un environnement favorable, où la société pouvait prospérer. Le respect de la règle de droit et la création de cadres normatifs centrés sur les populations ont aussi été mis en avant durant la table ronde.

Par ailleurs, il a été souligné que la bonne gouvernance accompagnée d'un sens de responsabilité commune et d'un profond engagement pour « ne laisser personne en arrière », formaient la base sur laquelle les aspirations de développement durable des PMA pouvaient être réalisées. Dans cette perspective, le besoin de renforcer la capacité de ceux qui mettent en œuvre cette bonne gouvernance et promeuvent la règle de droit a été discuté. La nécessité d'éviter de réduire les ressources participant à soutenir la protection sociale durant les périodes de ralentissement économique a aussi été mentionnée.

L'objectif d'assurer l'égalité des genres et d'introduire les femmes et les jeunes dans la force de travail a été considéré comme essentiel au développement durable des PMA. Ainsi, la déclaration du Programme d'Action d'Istanbul selon laquelle les hommes, femmes et enfants sont les meilleurs atouts des PMA, a été réaffirmée. A cet égard, un appel pour une meilleure intégration de l'égalité de genre dans tous les autres processus normatifs globaux a été lancé.

De plus, la nécessité de s'assurer que la thématique du genre soit intégrée dans tous les Objectifs de Développement Durable a été soulignée. Les bénéfices que les jeunes et les femmes responsabilisés peuvent apporter aux économies des PMA ont été rappelés par des appels à la nécessité de boucher les disparités de genres. Les intervenants ont donné des exemples de l'autonomisation de certaines femmes au niveau national, y compris dans les domaines de la politique et du leadership des pays en question. Au sujet des questions légales liées au genre, il a été dit que les lois et institutions en elles-mêmes n'étaient pas encore suffisantes. Selon les intervenants, les femmes veulent une justice tout autant que des emplois.

Le rôle des Technologies d'Information et de Communication comme catalyseur transversal dans la mise en œuvre du Programme d'Action d'Istanbul et de l'Agenda 2030 a aussi été débattu, y compris sur la question de la connectivité et du rôle des TICs et des réseaux sociaux

dans la promotion de la transparence et de la démocratie. Le besoin de mise en œuvre de solutions, basées sur les TICs, qui permettraient aux jeunes des PMA de rattraper leurs collègues dans le reste du monde a aussi été discuté.

Des exemples de partenariats concrets participant à l'autonomisation des femmes et des jeunes ont été donnés durant la discussion, y compris certains partenariats multipartites avec plus d'un seul PMA et des partenaires au développement dans les secteurs public et privé. La nécessité d'approches régionales a également été discutée, surtout dans des régions où des questions comme l'accès aux ports ou des questions liées aux transports étaient définies comme domaines de coopération et de collaboration plus étroites. Une opinion a aussi été exprimée, selon laquelle il fallait prendre en considération les spécificités de la large palette de PMA. Ce défi, y compris celui de la taille minime de certains PMA, est aussi considéré dans les diverses approches visant à faire face à la large gamme de défis dans les PMA, ainsi que dans le but d'exploiter les opportunités là où elles se trouvent.

## **Table Ronde 4: Crises Multiples et autres Défis Emergents, Mobilisation des Ressources Financières pour le Développement et le Renforcement des Capacités**

La table ronde a été co-présidée par l'Honorable Manassé Maelanga, Vice-Premier Ministre des Îles Salomon ; et S.E Annemie Neyts Uyttebroeck, Ministre d'État de la Belgique. M. Mahmoud Mohieldin, premier Vice-Président de la Banque mondiale en a été le conférencier principal. Nous ont rejoint les panélistes suivants: Mme Cihan Sultanoglu, Administratrice assistante et Directrice du Bureau régional pour l'Europe et la Communauté des États indépendants du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ; le Professeur Patrick Guillaumont, Président de la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International (Ferdinand) et professeur émérite à l'Université d'Auvergne ; M. Chandra Prasad Dhakal, Président exécutif de la Banque Global IME ; et le Professeur A. Arif Ergin, Chef du Conseil Scientifique et Technologique de Turquie (TUBITAK). M. Amir Mahmoud Abdulla, Directeur exécutif adjoint du Programme Alimentaire Mondial (PAM) ; et M. Federico Bonaglia, Directeur adjoint du Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ont participé en tant que modérateurs.

Les PMA sont particulièrement vulnérables à cause de leur dépendance aux ressources naturelles et leur capacité limitée à gérer et à résister aux chocs. Il est donc crucial de transformer leurs ressources naturelles en actifs de capitaux durables. Au cours des 15 prochaines années, de nombreux défis devront encore être relevés pour le développement des PMA. Ceux-ci incluent les transitions démographiques, la nature changeante de la mondialisation, l'urbanisation, les pressions sur les ressources naturelles et l'impact causé par le changement climatique. À court et à moyen termes, les PMA seront confrontés à la fin du boom des matières premières et à la baisse des entrées de capitaux, ce qui provoquera une augmentation de la dette et des pressions fiscales. La pénurie d'eau empirera au Moyen-Orient et au Sahel, alors que les coûts dus à des inondations de plus en plus fréquentes augmenteront, alourdissant ainsi les budgets des Etats et des ménages.

Les réponses insuffisantes aux chocs auront de graves conséquences pour la stabilité et le développement à long terme. Il y a donc urgence à ce que des efforts globaux soient déployés afin de gérer l'impact de ces chocs et renforcer la résilience.

Le Fonds Vert pour le Climat ne représente qu'une petite portion des \$100 milliards alloués pour la lutte contre le changement climatique. Une proposition d'allouer des fonds en fonction de la vulnérabilité des pays pour l'adaptation au changement climatique a ainsi été faite. La nécessité d'un indice de vulnérabilité au changement climatique a également été mise en évidence, puisque des critères objectifs seraient nécessaires pour des allocations basées sur cette vulnérabilité climatique.

La mobilisation d'un éventail de ressources provenant de toutes les sources possibles s'avère cruciale, comme par exemple le Programme de résilience du Pacifique. Les mécanismes fiscaux anticycliques pourraient constituer une importante stratégie d'adaptation. Les marchés de capitaux privés ont été aussi mentionnés comme autres sources pour assurer contre les risques des catastrophes naturelles. L'assurance en général est un outil qui pourrait être utilisé plus largement afin de faire face à une variété de risques et de vulnérabilités.

Les PMA ont besoin de plus de soutien dans les domaines de la recherche et du transfert des technologies, puisque l'innovation est un élément-clé pour l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique. La banque de technologies pourra être une solution pour renforcer les réseaux nationaux de recherche déjà établis dans les PMA et pour renforcer leurs capacités.

Il a été souligné que, pour faire face à la baisse et à la volatilité des prix des produits de base, aux épidémies, aux catastrophes naturelles et aux autres crises et défis, un changement radical devra être réalisé : passer à une étape de préparation proactive au lieu de simplement réagir suite à une crise. Ce changement passe par le renforcement des systèmes d'alerte d'urgence, la préparation de stratégies de réduction des risques de catastrophe, et l'établissement d'une autorité nationale pour la réduction des risques. Plusieurs participants ont également mentionné que les crises humanitaires, le terrorisme, l'extrémisme et d'autres formes de conflit devaient aussi être abordés dans le contexte de la lutte contre les vulnérabilités.

Un fort soutien international devrait aller de pair avec la mobilisation des ressources nationales. Il a été estimé que le renforcement de la mobilisation des ressources nationales pourrait faire augmenter de 2% le PIB, plus de trois fois supérieur à l'actuelle Aide Publique au Développement, qui demeure stagnante et hors du contrôle des PMA. Le besoin d'une coopération technique et d'initiatives conjointes sur le renforcement des systèmes fiscaux a été mis en évidence, notamment dans le domaine de la capacité de contrôle fiscal, celle-ci étant cruciale pour la mobilisation des ressources nationales et nécessitant le soutien des partenaires au développement.

Les systèmes de protection sociale ont été mentionnés comme étant les moyens les plus efficaces pour faire face aux multiples dimensions de la pauvreté, dans le cadre d'un programme global des gouvernements pour lutter contre cette vulnérabilité persistante. En outre, il a été souligné que des approches spécifiques à chaque pays étaient nécessaires, de même qu'une plus grande attention sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Les réseaux de banques locales, en collaboration avec les institutions financières internationales, pourraient ainsi coopérer sur la mobilisation des ressources. Le secteur privé pourrait bâtir un capital humain fort, booster l'innovation technique, et générer de l'emploi. Un partenariat entre le secteur privé, les partenaires au développement et les banques locales est donc nécessaire.

La discussion a mis en évidence la nécessité d'améliorer l'efficacité de l'aide, sa prévisibilité et sa transparence, et de mettre davantage l'accent sur sa qualité et sa distribution, puisque l'Aide Publique au Développement joue un rôle de catalyseur dans le renforcement des capacités locales et complète les efforts des PMA pour atteindre leurs objectifs de développement durable. Plusieurs moyens de rendre l'APD plus efficace ont été mentionnés, tels que maintenir les pays donateurs responsables, veiller à ce que les PMA bénéficient de prêts concessionnels afin de ne pas mettre en danger la viabilité de leur dette, ainsi qu'une nouvelle comptabilité des prêts qui inciterait les Etats Membres à en accorder plus aux PMA.

Il a été souligné que davantage de soutien aux PMA était nécessaire pour renforcer leurs capacités en données statistiques. Les efforts actuels ont été reconnus, y compris le partenariat

mondial sur les données des Objectifs de Développement Durable et les efforts visant à améliorer les capacités des autorités travaillant sur les statistiques.